

LETTRE AUX PARTENAIRES n°2

Avril 2013

Etude pluriannuelle « Jeunes et initiatives ESS »



Entre jeunes porteurs et mouvement ESS : un courant d'une intensité très variable...

Ce thème des liens jeunes-ESS, tels qu'ils sont vécus dans la durée par les porteurs des 14 initiatives intégrées à notre démarche, débouche sur un constat de grande hétérogénéité entre eux ; il permet aussi de repérer des points d'appui pour leur intégration dans le « cercle » ESS, et enfin renvoie plusieurs interrogations aux organisations qui représentent l'ESS instituée, et aux jeunes.

Dans le concret et dans ce qu'ils expriment, les relations des porteurs à l'ESS renvoient à trois points forts, qui sont interdépendants et tout aussi importants l'un que l'autre :

1. l'inscription tangible des initiatives dans un courant d'échanges, à l'échelle locale et parfois à une échelle plus large : « avec d'autres organisations, on se connaît et on fait ensemble »
2. l'identification à un mouvement d'idées appliquées et à un référentiel d'action, plus qu'à des organisations structurées : « vivre l'entreprise avec une hiérarchie des priorités différente de celle des entreprises courantes »
3. des attentes de soutien pour les projets des porteurs, attentes diversement concrétisées et avec des niveaux de satisfaction eux-mêmes divers... « on entend des discours sur le soutien aux initiatives comme les nôtres ; mais il faut voir... »

Les 14 initiatives associées à l'étude :

Trois en Midi-Pyrénées : [Duo-des-arbres](#) (élagage en hauteur, entretien espaces verts, Tarn), [Alter-énergies](#) (installation et conseil en chauffage et sanitaire par énergies renouvelables, Haute-Garonne), [Litote](#) (librairie, animations autour du livre, Haute-Garonne)

Deux en Limousin : [l'Atelier](#) (bar/resto, animation culturelle, pépinière d'associations, Creuse) et [Court-circuit](#) (ressourcerie, éducation à l'environnement, Creuse)

Trois en Franche-Comté : [L'Usine](#) (coworking et lieu d'échanges entre art contemporain et monde de l'entreprise, Territoire-de-Belfort), [Mosaïque Emploi](#) (conseil en recrutement dans la diversité et accompagnement vers l'emploi, Doubs), [la Tisanerie](#) (salon de thé et animations autour du bien-être, Doubs)

Trois en Meurthe-et-Moselle : [l'Atelier Dynamo](#) (récupération-réparation-vente vélos, animations autour du vélo), [Aux frontières du Pixel](#) (création de lien social autour des mondes numériques) et [3B architecture](#).

Trois en Rhône-Alpes : Le [Court-circuit](#) (bar/resto, circuit court, animation culturelle, Rhône), [Lyon Bondy Blog](#) (média en ligne participatif, Rhône), la [Société des Amis de Montdidier](#) (valorisation du patrimoine, Ain)

Une diversité de domaines d'activité, **avec une prééminence des activités de services, y compris services techniques ;**

Des implantations diversifiées en rural, petites villes, grandes villes (Lyon, Nancy, Besançon, Belfort).

Travail réalisé avec le soutien de :



1 Coopérer concrètement entre acteurs ESS : oui, si...

Pas une seule initiative ne se déploie sans liens et même sans échanges de services avec d'autres organisations, assez souvent associatives, en affinité avec son action concrète et ses finalités.

Parmi ces organisations, une partie est choisie ou s'impose aux porteurs du fait de la **proximité « professionnelle »** : si l'on veut s'entraider en matière de chantiers d'élague, d'installations sanitaires ou de connaissances en informatique, on cherche avant tout des compétences appropriées ; ces compagnons de route « pros » peuvent être des organisations ESS, notamment dans des secteurs très largement nés de ce type d'acteurs comme le recyclage ou la promotion du vélo. Une autre partie se relie à l'**ancrage territorial** des réalisations, d'où des contacts avec telle mairie, tel lieu d'enseignement, et souvent avec des associations (éducation populaire, associations écologistes, associations culturelles...) : « *ils sont là, nos premiers liens avec des organisations de l'ESS* », estiment des porteurs. Une dernière partie, toujours dans cette quête de réussite du projet de l'entreprise, se compose d'organisations partenaires qui sont choisies soit **explicitement comme appartenant à l'ESS**, soit tout au moins comme **attachées à des objectifs de transformation sociale** que les jeunes évaluent comme convergents avec les leurs : dans une expérience, on relève même que « *presque 100% de notre interaction avec le monde économique se fait en interne du mouvement ESS ; une bonne partie de nos fournisseurs y appartiennent* » ; dans une autre « *on privilégie les SCOP, dans la mesure du possible, sur nos chantiers* » ; dans une troisième, on s'intègre dans tel festival local « *parce que ses autres porteurs ont eux aussi une visée éducative* ».

Inversement, **le fait que des organisations de leur territoire s'affichent comme « ESS » ne suffit pas pour que des partenariats se nouent avec elles** : « *le champ de l'ESS est vaste et ceux qui s'en réclament ne sont pas si proches de nous*, résume l'un de ceux qui assument le plus une identité ESS ; *on n'a pas des choses à faire ensemble avec tous* ». Pour un autre, en SCOP dans un métier étranger à l'ESS jusqu'à ces dernières années, les partenariats sont enrayés car « *les membres de l'ESS ont eu du mal à voir qu'on y était lié nous aussi* ».

Enfin, on peut noter que dans un certain nombre de réalisations, les **alliances avec des organisations partenaires**, ESS en particulier, sont **trop faiblement développées**, et cela du fait des porteurs. Au détriment de la consolidation de leurs initiatives, bien souvent ! Mais les porteurs ont très peu de temps, en période de lancement ou en situation « tendue », pour élargir leurs perspectives et moyens d'action. Pour beaucoup, les circonstances ne leur ont pas permis de percevoir d'emblée que leur projet pouvait converger avec celui d'autres acteurs. Comment l'expliquer ? Il est possible que certains créateurs soient dans un premier temps insuffisamment ouverts ; mais surtout, il semble clair que les soutiens aux jeunes porteurs en phase de création sont trop prioritairement matériels ou techniques, sans intérêt suffisant accordé à la recherche ou à l'établissement de liens, y compris au sein des « familles de l'ESS ». Ainsi, c'est fortuitement que certains se découvrent des « entreprises sœurs » dans leur secteur d'activité ou apprennent que leur action et sa visée s'intègrent nettement à la dynamique ESS ! Plusieurs exceptions montrent, dans l'autre sens, que l'appui des collectivités locales ou de certains autres dispositifs peut être très orienté vers cette mise en lien.

2. Se reconnaître dans une identité ESS ? Oui, mais très progressivement.

Indéniablement, les échanges suivis avec les porteurs en attestent : on peut très bien être un praticien ou même un « bon vendeur » des valeurs de l'ESS et des modes d'action en rapport sans en avoir pris conscience explicitement ; **la moitié seulement des collectifs de jeunes intégrés à l'étude avaient une connaissance, du moins parcellaire, de l'ESS au moment de leur lancement** ; celle-ci préexistait plus nettement parmi ceux qui ont opté pour une structuration coopérative¹ et qui se déclarent en général plus sensibles à une « *façon alternative d'entreprendre* ». « *On ne connaissait pas ce courant, et pourtant, au final, c'est ce qu'on portait* », résume l'un des créateurs, sous statut de SA reconnue –et il y tient fort !– en tant qu'« entreprise solidaire ». Aujourd'hui, avec des niveaux de précision divers, tous connaissent l'existence du mouvement ESS et expriment ses principaux messages et exigences. « *c'est l'alliance entre une façon de faire, plus coopération que compétition, et une vision citoyenne des champs d'action*, entend-on ; ou encore : *l'ESS est une vraie alternative au modèle économique actuel ; et il faut du rassemblement, car ses acteurs sont nombreux et petits* ».

On pourrait certainement **regretter ce décalage initial entre action et identification à l'ESS** ; il est lié à l'absence de la proposition ESS dans presque tous les cursus de formation, à la relative invisibilité d'un mouvement ESS cohérent et attractif, au fait que la visée et les statuts qui identifient l'ESS sont encore très insuffisamment connus et mentionnés par les organismes d'aide à la création d'activité... **Mais ne doit-on pas**

¹ Bien que certains jeunes convaincus d'emblée d'un démarrage en Scop disent avoir eu en tête, à propos de l'ESS, « *une image plutôt réinsertion* » qu'ils n'assument pas ; « *nos convictions étaient déjà bien présentes, mais sans que nous les identifions à ce qu'est l'ESS* »

voir comme constructif le fait que certains jeunes entrepreneurs entrent en sympathie avec les convictions et les référentiels d'action de l'ESS avant tout à partir de leurs pratiques ouvertes à la société et réfléchies ? Ce constat permet de valider les objectifs et modalités de l'ESS comme bien en phase avec une partie des jeunes de 2013 ; par ailleurs, il rappelle que l'ESS doit avant tout s'inscrire, pour rejoindre aussi bien les termes d'Henri Desroche que ceux de Jacques Defourny et Jean-Louis Laville, dans un projet de changement sociétal². *« On s'est aperçu au fil du temps, et à travers le regard des autres, de ce que sont l'éducation populaire, l'ESS, le développement local, évalue l'un des porteurs d'une entreprise culturelle et éducative. C'est la meilleure façon d'en prendre conscience : le terrain et l'action te guident, et après, on conceptualise »* ! Et un autre complète dans le même sens : *« on avait assez de recul, dans notre première période d'action, pour analyser ce qu'on faisait sans nous donner déjà une étiquette ; nous n'avons pas démarré notre projet pour faire de l'ESS »*. Tous les porteurs, au demeurant, pensent que leur lien à l'ESS doit se traduire dans leurs façons d'agir, de produire, de s'organiser, et que le fait d'en parler n'est pas une finalité en soi : *« on ne l'affiche pas, et on ne le cache pas. »*

La place prise par les jeunes créateurs dans les organisations d'ESS et dans leurs manifestations (mois de l'ESS, événements locaux) **est soit nulle, soit réduite et, dans tous les cas, seconde** par rapport à leurs autres appartenances concrètes. Pour telle coopérative un peu plus ancienne (cinq ans d'activité), une participation plus suivie au mouvement SCOP est devenue un engagement jugé souhaitable, *« dans des limites de temps : on n'a pas les marges de manœuvre des gérants de grosses SCOP »* ! Pour d'autres, l'émergence de leur conscience qu'il existe un mouvement ESS qui a une utilité les invite à une position plus active. Plusieurs collectifs de porteurs acceptent volontiers les invitations qui leur sont faites à s'exprimer dans des rencontres régionales sur l'ESS, ou des forums sur l'ESS pour étudiants.

3. Un soutien adéquat reçu au titre de l'ESS ? Oui et non.

Pour presque tous les créateurs -12 sur 14-, des appuis financiers de type « subvention » ont cours ou ont eu cours jusqu'à une période récente, du fait de leur profil ESS et (ou) des caractéristiques de leur action. Il s'agit de fonds régionaux, de fonds finançant les DLA, de droits à des contrats aidés, de subventions européennes, de sommes reçues en tant que lauréats de tel ou tel prix ou trophée, parfois de concours provenant de fondations... Ces apports essentiels proviennent en partie des organisations de l'ESS. Plus d'un parmi les créateurs regrettent que les caractéristiques de leurs projets soient évaluées, s'agissant d'un soutien financier typé ESS, avec un certain arbitraire : *« on peut être lauréat d'un organisme d'Etat, par exemple, et ne jamais recevoir le moindre soutien de sa commune... »*

S'y ajoutent des **prêts** plus ou moins bonifiés, souscrits **soit auprès d'une banque sauf exception rattachée à l'ESS, soit auprès d'un organisme régional ou national de soutien aux initiatives ESS**³. Le bilan fait par les porteurs sur ces appuis-là met en relief assez souvent une relation insatisfaisante avec les banquiers ; plusieurs estiment que leur projet n'a pas été reçu par eux avec un crédit de confiance, parce que les critères de leurs interlocuteurs étaient trop normés ; la relation établie *« en est restée à une relation de banquier à client, d'autant plus distante et décevante dans les moments où ils ont connu des difficultés financières »*. Les dispositifs spécifiques de soutien aux projets ESS, inversement, sont très bien perçus, en particulier du fait du couplage entre apport financier et instauration d'un conseil suivi, s'étirant sur plusieurs années et en règle générale souple dans ses déclinaisons et son intensité. *« Pourquoi les banques de l'ESS ne pourraient-elles pas aller dans le même sens ? »*, demandent certains.

Des possibilités de conseil et des **accompagnements** (sans apports de fonds) proviennent également, en période de lancement en tous cas, des UR SCOP ou dans certains cas de la CRESS ou d'organismes de type « couveuse de projets » ; ces accompagnements sont plutôt bien perçus, à deux conditions qui peuvent paraître paradoxales : que ceux qui les pratiquent acceptent que les projets des jeunes créateurs soient complexes, évolutifs, sujets à réorientations ; mais également que les accompagnateurs sachent alerter et mettre en garde les porteurs. Mention doit être faite, dans cette ligne-là, du vécu en Coopérative d'Activité et d'Emploi, considéré très positivement par deux collectifs. La CAE les introduit en douceur dans une logique d'ESS, leur évite l'isolement, fait vivre des échanges entre néo-entrepreneurs (communication, contacts avec la clientèle...) et les soulage des tâches administratives tout en assurant une formation progressive à leur sujet.

Dans certains cas, les pratiques de soutien qu'ils ont expérimentées, et la relation nouée avec celles et ceux qui les ont accompagnés sont pour les porteurs un vecteur d'intégration au courant de l'ESS.

²Projet lié, dans l'esprit de Desroche, au « *trajet* » de ceux qui le portent, l'action précédant la formalisation et la connaissance théorique.

³ Dans certains cas, un prêt se cumule avec un financement, très apprécié, par titres participatifs. Ici ou là, des garanties en cas de non-remboursement existent (Fonds de garantie pour les initiatives des femmes en Midi-Pyrénées, par exemple).

Diffusion et communication sur la thématique de l'étude

- Interventions de sensibilisation aux pratiques ESS et à la création d'activités ESS par des jeunes, auprès d'étudiants en IUT, Université, classes préparatoires, Rhône-Alpes, nov. 2012-javier 2013
- Intervention sur la relation entre jeunes et ESS au cours de la Commission Développement élargie du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, 18 sept. 2012
- Participation à la table-ronde « La pratique coopérative pour les jeunes, illusion ou projet ? », dans le cadre du Forum Régional ESS, ADEPES, Toulouse, 27 nov. 2012
- Intervention sur les relations entre l'action des Missions locales et la création d'activités ESS par des jeunes, 30^{ème} anniversaire des Missions Locales, Lille, 18 décembre 2012
- Co-animation et interventions au cours de la Rencontre régionale en Limousin des acteurs concernés par les initiatives ESS jeunes, Conseil Régional, Limoges, 19 nov. 2012
- Participation sur cette thématique à l'évènement lyonnais de l'Année internationale des coopératives, 16 nov. 2012

Rappel : les objectifs de l'étude

- Favoriser la reconnaissance des jeunes comme porteurs d'initiatives économiques solidaires génératrices d'emploi
- Comprendre à partir d'une relation longue (2011-2014) les conditions de la pérennité économique et les impacts de leurs initiatives
- Adapter les dispositifs de soutien et d'accompagnement des initiatives économiques solidaires portées par les jeunes
- Favoriser les échanges entre jeunes porteurs d'initiatives et territoires

Calendrier et suites de la démarche

Les étapes

Avril 2013 : rencontre du Comité de pilotage

Mai - juillet 2013 : deuxième temps de travail avec les porteurs sur grille évaluative

Novembre – décembre 2013 : troisième temps de rencontres porteurs et partenaires

Novembre 2013 – janvier 2014 : préparation de la rencontre finale inter-sites et inter-acteurs

Février 2014 : rencontre finale inter-sites et inter-acteurs puis diffusion du rapport et résumés finaux

Les rendus intermédiaires

Lettre aux partenaires n°1 : présentation des initiatives et suivi du déroulement de l'étude

avril 2012

Synthèse n°1 : caractère innovant des initiatives, répartition des responsabilités et gestion collective

novembre 2012

Lettre n°2 : lien et raccordement à l'ESS

avril 2013

Synthèse n°2 : thématiques liées à la pérennisation des projets : statuts, modèle économique, ressources humaines (recrutement, passage relais, ...), professionnalisation, évolutions des activités et valeurs, ...

sept-oct 2013

Lettre n°3 : apports et carences des dispositifs d'accompagnement

décembre 2013

Rapport final

mars 2014

